

22 mars : le coup de semonce des cheminots

La journée nationale d'action du 22 mars, décidée par l'intersyndicale de la SNCF (UNSA-CGT-SUD-CFDT), aura été une démonstration de force.

Avec près de 38 % de grévistes et de l'ordre de 25 000 cheminots à la manifestation nationale à Paris ou en province, c'est un véritable coup de semonce qui a été adressé au gouvernement.

Raison de plus pour que les concertations en cours avec le ministère des transports aboutissent : l'UNSA Ferroviaire y participe activement en portant ses analyses et propositions, avec l'appui permanent de son union interprofessionnelle, l'UNSA.

La balle est dans le camp du gouvernement : à lui de comprendre qu'on ne pourra réformer le ferroviaire contre celles et ceux qui y travaillent et le font vivre, à lui de comprendre que, sur un aussi dossier complexe qui impacte tout le pays, le passage en force sous le couvert des ordonnances tendrait encore plus la situation.

Il a jusqu'au 3 avril, date du début du plan national d'action des cheminots, pour donner des gages tangibles qu'il a entendu le message.

Fonction publique : lancement de la concertation

Le gouvernement devrait ouvrir officiellement jeudi 29 mars, avec l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique, la concertation annoncée le 1^{er} février.

Pendant près d'un an, quatre chantiers seront au cœur des échanges. Ils porteront sur les instances de dialogue social, le recours accru au contrat dans la fonction publique, la rémunération y compris la prise en compte du mérite, l'accompagnement des agents durant leur carrière et les plans de départs volontaires.

A l'issue de cette concertation, un projet de loi devrait être déposé au Parlement au cours du premier trimestre de l'année 2019.

L'UNSA souhaite connaître les propositions détaillées concrètes du gouvernement pour se positionner et formuler ses réponses. Pour l'instant, seules les thématiques et leurs grandes lignes sont connues.

L'UNSA a déjà réaffirmé son attachement aux CAP et aux missions du CHSCT, ainsi qu'à une fonction publique statutaire.

De plus, l'UNSA estime indispensable de connaître les intentions du gouvernement en matière de missions de service public.

Elle sera donc extrêmement vigilante aux propositions contenues dans le rapport du Comité action publique 2022 et aux arbitrages qui seront rendus par le gouvernement sur ce sujet.

L'UNSA force de propositions pour l'égalité professionnelle

L'UNSA a décidé de profiter du Conseil commun de la fonction publique du 27 mars pour faire de nouvelles propositions concernant les congés parentaux et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique.

Il s'agit pour l'UNSA de ne pas réduire les propositions de modification de loi, souhaitées par le gouvernement, à des modifications favorables aux seuls agents souhaitant avoir une expérience professionnelle dans le privé.

L'UNSA mobilisée pour le service public et pour le pouvoir d'achat des agents publics

Après avoir obtenu l'avancée du rendez-vous salarial à la mi-juin, l'UNSA poursuit ses campagnes pour le pouvoir d'achat des agents publics et pour promouvoir un service public de qualité au service tous.

Pour en savoir plus :

<http://www.unsa-fp.org/?Fonction-publique-Lancement-de-la-concertation>

Laurent Escure, élu Secrétaire national de l'UNSA

Laurent Escure a été élu à l'unanimité au Secrétariat national de l'UNSA par le Conseil national des 21 et 22 mars.

« Travail social et jeunesse : ensemble vers un développement durable »

Tel était le thème de la journée mondiale du travail social en France le 22 mars à l'Assemblée nationale.

Célébrée chaque année en mars depuis 1983, la journée internationale du travail social met en évidence l'utilité du travail des « professionnels de l'action sociale »

En présence de Martine Vignau, Secrétaire nationale, cette journée ouverte par Brigitte Bourguignon, Présidente de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale et Présidente du Haut conseil du travail social a cherché à répondre à la question :

« Comment les jeunes, acteurs du changement, peuvent-ils contribuer à une société durable ? »

La première table ronde a abordé la question de l'inclusion sociale des jeunes.

Animée par Marie Derain, Secrétaire générale du Conseil national de la protection de l'enfance. avec la participation d'Olivier Noblecourt, Délégué interministériel à la prévention et la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, d'Anne-Marie Fauvet, Présidente du Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée (CNLAPS) et Directrice de l'Association de gestion de l'action sociale des ensembles familiaux, (AGASEF), de Lila Afermarch, éducatrice spécialisée et de Noémie Foglia, étudiante à l'École pratique de service social, diplômé d'État d'éducateur spécialisé, les participants ont illustré le rôle des travailleurs sociaux dans la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes.

Ils ont également tenté d'apporter des réponses à la question :

« Comment les valeurs, les pratiques et les outils du travail social peuvent-ils aider les jeunes à participer à la vie sociale ? »

La seconde table ronde s'est concentrée sur le thème de la participation des jeunes au développement social.

Animée par Cyprien Avenel, sociologue, avec la participation d'Alain Cantarutti, Délégué général de la Fédération nationale des centres sociaux, de Carole Le Floch, membre du HCTS, collègue des personnes accompagnées, et de Julie Pichon, éducatrice spécialisée.

En conclusion, Agnès Buzyn, Ministre des Solidarités, a souhaité revenir sur les fondamentaux du travail social car « l'essence du travail social repose sur la relation à l'autre ». Les travailleurs sociaux incarnent la diversité des situations et des besoins sociaux.

Pour la ministre, il faut non seulement les soutenir mais également poursuivre la modernisation du secteur en matière de formation professionnelle, de gouvernance, de promotion des pratiques innovante.

Colloque avec Luc Bérille, Laurent Berger et Philippe Louis

Mardi 17 avril 2018 - Bourse du Travail - Annexe Varlin- Paris 10

L'observatoire du dialogue social de la Fondation Jean Jaurès propose une journée de réflexion sur le thème :

« Entreprise : comment réussir le dialogue social en France ? »

Comment tirer parti des nouvelles règles du dialogue social ? Quelles sont les conditions de sa réussite en faveur de la qualité du travail, de l'emploi, de la compétitivité des entreprises vers un modèle de développement durable ?

Pour vous inscrire et retrouver le programme complet, cliquez sur le lien :

<https://jean-jaures.org/nos-actions/entreprise-comment-reussir-le-dialogue-social-en-france>

Sondage IFOP : les corps intermédiaires, la société civile plébiscités par les Français

Dans quelques jours, la réforme constitutionnelle annoncée et voulue par le Président de la République sera proposée au Parlement.

Le CESE s'est fortement engagé dans ce renouveau en faisant des propositions de rénovation des missions et d'organisation des travaux.

Dans ce cadre - là, le Président Patrick Bernasconi, a fait procéder à un sondage pour percevoir la vision des Français sur le rôle que pouvait et devait jouer la 3^{ème} Assemblée de la République et également celui des corps intermédiaires qui la composent.

Ce sondage, <http://www.lecese.fr/content/les-francais-la-societe-civile-et-le-cese>, réalisé au cours du mois de février, note avec force que les organisations de la société civile sont plus efficaces lorsqu'elles parlent d'une même voix.

77% des Français affichent une large préférence pour la culture du consensus.

Pour 86 % d'entre eux, ils trouvent nécessaire d'avoir une institution de débat entre les organisations de la société civile dont les avis sont pris en compte par les pouvoirs publics.

Si le CESE gagnerait à être davantage reconnu, celui-ci est largement considéré comme étant complémentaire de l'Assemblée nationale et du Sénat.

A l'heure où la participation citoyenne prend du sens, le CESE doit être le Conseil de la société civile organisée.

Développement et affiliations

Nouvelles affiliations, évolutions de nos organisations syndicales adhérentes, nouvelles implantations : l'UNSA se développe dans tous les secteurs !

1. Nouvelles affiliations (article 5 des statuts et 1&2 du RIN)

Pole 2 : UNSA Banques Assurances

- 731- Fédération UNSA Banque Assurances
- 732- Syndicat UNSA BP (Banque populaire)

2. Évolution des organisations syndicales adhérentes et des affiliations (article 1&2 du RIN) :

L'UNSA Territoriaux (pôle 8 - OSA 550) nous informe de l'affiliation en son sein de 6 nouvelles structures :

- UNSA territoriaux CCAS de la ville Toulouse (31)
- UNSA territoriaux ville et agglomération de Besançon (25)
- UNSA territoriaux Sud Tarn (81)
- UNSA territoriaux SDIS Meurthe-et-Moselle - Nancy (54)
- UNSA territoriaux ville de Rouen (76)
- UNSA territoriaux Conseil départemental du Tarn (81)

3. Les Organisations Syndicales Adhérentes nous informent de leurs nouvelles implantations syndicales (article 1 du RIN) :

➤ **Fédération UNSA 2A (pôle 1) :** Société Laitière des Hauts de Savoie – Samoëns (74)

➤ **Fédération Banque Assurance (pôle 2) :** Société Générale – Paris 9^{ème}

➤ **Fédération Commerce et Services UNSA (pôle 3) :**

SNCS-UNSA : Fromagerie Le Centurion – Libercourt (62), Thiriet Distribution – Eloyes (88), Lyon Parc Auto – Lyon (69), Promotion du prêt à porter (Pimkie) - Neuville en Ferrain (59), Hugo Boss France SAS – Paris (1^{er})

SECI-UNSA : Aner – Paris (19^{ème}), Derichebourg Propreté – La Courneuve (93), Derichebourg Propreté – Saulx-les-Chartreux (91), Groupe Randstad France – Saint-Denis (93)

➤ **UNSA Spectacle Communication (pôle 4) :** Sicom SA – Venelles (13)

➤ **UNSA Télécom (pôle 4) :**

Eutelsat SA – Paris (15^{ème}), Orange Digital Marketing Grand Public – Arcueil (94), Orange France Siège OFS – Paris (15^{ème}), Orange Division Ventes Indirectes DVI – Paris (15^{ème}), British Telecom France – La Défense (92)

➤ **Union Fédérale de l'Industrie & la Construction UFIC-UNSA (pôle 5) :**

UNSA Energie : Enedis Direction régionale Languedoc Roussillon – Montpellier (34), Edf Centrale Nucléaire de Flamanville 3 - Les Pieux (50), Edf Unité Technique Opérationnelle – Montevain (77)

UNSA Chimie Pharma : Immunotech – Marseille (13), Univar – Lieusaint (77)

SPIC-UNSA : Arcelor-Mittal Atlantique & Lorraine Sas – Florange (57), Imprimerie Nationale SA - Paris (16^{ème}), Mars PF France – Saint-Denis-de-l'hôtel (45), Pronal SAS – Leers (59), Fuelling Aviation Service (FAS) - Tremblay-en-France (93), Radiall SA – Aubervilliers (93), Mannesmann Précision Tubes France - Cheu (89), Bridgestone France SAS – Béthune (62)

➤ **FESSAD-UNSA (pôle 6) :**

SNPHLM : Domaxis - Paris (15^{ème}), Immobilière Atlantic Aménagement - Niort (79)

➤ **UNSA Transport (pôle 7) :**

Activités des déchets : Suez RV (Recyclage Valorisation) Osis Ouest – Joué-lès-Tours (37)

Transport de personnes : Les Cars d'Orsay - Marcoussis (91), Voyages Autocars Services Kéolis – Romainville (93), Transdev Voyages et Transport de Normandie - Le-Petit-Quevilly (76), Fontaine-Pajot – Aigrefeuille-d'Aunis (17)

Transport de marchandise : DHL Service Logistique Paris Est – Mitry-Mory (77)

SNMSAC-UNSA : AviaPartner – Lesquin (59), Antavia Ametek MRO – Campsas (83), Fuelling Aviation Service (FAS) - Tremblay-en-France (93), Alyzia Province – Lyon-Saint-Exupery (69)

➤ **UNSA Santé Sociaux Publics et Privé (pôle 8) :**

Public : Établissement Public de Santé Mentale Lille-Métropole – Armentières (59), Hôpital Les Charmes – Paray-le-Monial (71)

Privé : Entraide 13 – Marseille (6^{ème}), EHPAD Nicole Limoge – Ciel (71), EHPAD La Roussane – Monein (64), Maison d'Accueil Spécialisée Le Belvédère – Yzeure (03), EHPAD La Maison des Aînés – Carrouges (61)